

# Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Transcription non éditée

608<sup>e</sup> séance

Mercredi 10 juin 2009, à 15 heures  
Vienne

Président : M. Ciro Arévalo Yepes (Colombie)

*La séance est ouverte à 15 h 15.*

Le **PRESIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Bonjour Mesdames et Messieurs les délégués. Je déclare ouverte cette 608<sup>e</sup> séance du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Cette après-midi, nous continuerons et je l'espère nous en terminerons avec l'examen du point 12 de l'ordre du jour, "Espace et changements climatiques", le point 13, "L'utilisation des techniques spatiales au sein du système des Nations Unies". Ensuite, nous passerons à l'examen du point 14, "Coopération internationale en vue de promouvoir l'utilisation de données géospatiales de source spatiale pour le développement durable". Ensuite, nous reviendrons au point 10, "Espace et société". Nous commencerons également l'examen du point 11, "Espace et eau". Si nous en avons le temps, nous commencerons l'examen du point 15 de l'ordre du jour, "Questions diverses".

Cette après-midi, nous écouterons en outre quatre exposés techniques. Le premier qui sera fait par un représentant de l'Italie, il s'agit du potentiel de Cosmo-Skymed pour la surveillance et la gestion du milieu naturel, par Mme Gemma Manoni d'Italie. Ensuite, il y aura un exposé d'un représentant des États-Unis qui va nous parler de "l'état d'avancement des activités du programme COSPAS-SARSAT, le système international de satellites pour les recherches et le sauvetage". Un troisième exposé présenté par un représentant de la Turquie sur "les utilisations de l'espace à des fins scientifiques en Turquie". Et enfin, dernier exposé de l'Arabie saoudite, sur la "Contribution de la Cité Roi Abdulaziz pour la science et la technologie aux

utilisations pacifiques des techniques spatiales au Royaume d'Arabie saoudite".

À la fin de la plénière de cette après-midi, vous êtes cordialement invités à une réception qui aura lieu au restaurant du CIV à 18 heures sur invitation des États-Unis et de la Fondation spatiale.

**Espace et changements climatiques** (point 12 de l'ordre du jour) (*suite*)

Le **PRESIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous propose maintenant, Mesdames et Messieurs, de continuer l'examen et je l'espère conclure l'examen du point 12 de l'ordre du jour, "L'espace et l'eau". Il n'y a pas d'orateurs sur ma liste pour l'instant. Je vous prie de m'excuser, il y a une erreur dans les notes du Président, il ne s'agit pas du point 12, "Espace et eau", mais du point 12 "Espace et changements climatiques". Pardon pour cette erreur. Il n'y a pas de demande de parole au titre de ce point de l'ordre du jour.

**L'utilisation des techniques spatiales au sein du système des Nations Unies** (point 13 de l'ordre du jour) (*suite*)

Le **PRESIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous propose donc de passer au point 13 de l'ordre du jour, "L'utilisation des techniques spatiales au sein du système des Nations Unies". Au titre de ce point de l'ordre du jour, il n'y a pas non plus d'ailleurs à ma connaissance, de délégations ayant demandé la parole. L'examen du point 13 est donc terminé.

**Coopération internationale en vue de promouvoir l'utilisation de données géospatiales**

---

Dans sa résolution 50/27 du 16 février 1996, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique aux termes de laquelle, à compter de sa trente-neuvième session, des transcriptions non éditées de ses sessions seraient établies à la place des procès-verbaux. Cette transcription contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations telles que transcrites à partir de bandes enregistrées. Les transcriptions n'ont été ni éditées ni révisées.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire de la transcription, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication au chef du Service de la traduction et de l'édition, bureau D0771, Office des Nations Unies à Vienne, B.P. 500, A-1400 Vienne (Autriche). Les rectifications seront publiées dans un rectificatif récapitulatif.



**de source spatiale pour le développement durable** (point 14 de l'ordre du jour) *(suite)*

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Nous allons donc passer au point 14 de l'ordre du jour, "La coopération internationale en vue de promouvoir l'utilisation de données géospatiales de source spatiale pour le développement durable".

Au titre de ce point de l'ordre du jour, nous sommes saisis d'une proposition. Il s'agit de la proposition brésilienne qui a eu la gentillesse ce matin de nous présenter le texte qui porte, sur "Les recommandations sur les voies et moyens de promouvoir la coopération internationale afin de mettre en place ou de renforcer les infrastructures nationales d'utilisation des données géospatiales". J'espère, Mesdames et Messieurs, que vous aurez reçu une copie de ce texte. La délégation du Brésil s'est livrée à une explication de texte ce matin, et nous a présenté cette proposition et je vous avais demandé de l'examiner au cours de la pause déjeuner pour que nous puissions l'examiner au cours de cette séance.

J'ouvre donc le débat sur ce texte, la proposition du Brésil. Y a-t-il des délégations désirant s'exprimer ? S'il n'y a pas d'objections, dans ce cas-là, nous adoptons ce texte. Je vous remercie, *il en est ainsi décidé*.

Le Canada a demandé la parole. Allez-y.

**Mme P. WILLIAMS** (Canada) [*interprétation de l'anglais*] : Oui, merci. Je voulais faire quelques observations. Je vous remercie, Monsieur le Président, de nous donner la possibilité de nous prononcer sur cette initiative très importante.

Comme vous le savez, nous partageons des données géospatiales depuis longtemps dans le cadre de situations de catastrophes naturelles, et dans le cadre de réponses face à une situation d'urgence et nous continuerons de le faire.

Pour ce qui est des politiques d'ouverture de l'accès à ces données, nous aurons besoin de temps pour examiner la recommandation qui nous a été proposée dans ce non-papier, dans ce document officieux présenté par le Brésil, parce que les dispositions relatives à la politique de données relève du droit fédéral et doivent faire l'objet d'une consultation au niveau d'acteurs clés au niveau du Canada avant de pouvoir vous présenter une position officielle. Nous devons repartir à Ottawa avec ce document et l'examiner.

Je vous remercie, Monsieur le Président, j'espère que vous comprendrez.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Oui, merci à la délégation du Canada. La Belgique, allez-y Monsieur.

**M. J.-F. MAYENCE** (Belgique) : Merci, Monsieur le Président. Excusez le retard de la délégation belge, ce retard de réaction. C'est vrai que l'après-midi il faut toujours un petit peu de temps pour que les neurones se déclenchent.

Je voudrais tout d'abord remercier le Brésil parce que je dois avouer, avec la délégation brésilienne on a une continuité dans la thématique et nous savons que le sujet de l'observation de la Terre et les données d'observation de la Terre est extrêmement cher à nos amis brésiliens et ils font toujours d'excellentes propositions dans ce domaine, qui sont extrêmement constructives et très intéressantes.

Nous sommes un peu dans la même situation que la délégation canadienne, c'est-à-dire que nous voyons les objectifs qui sont poursuivis par la proposition brésilienne, néanmoins nous avons besoin peut-être, et ça peut se faire en bilatéral éventuellement, d'avoir quelques explications sur les notions qui sont employées, notamment sur la notion de *National special date infrastructures* et savoir un petit peu dans quelle mesure le système qui est imaginé au titre de ce document, ce non-papier, correspond ou est cohérent avec la manière dont nous avons organisé le système de distribution des données d'observation de la Terre en Europe. Vous savez, nous avons un système qui est basé à la fois sur une distribution via les canaux publics, mais aussi une distribution commerciale via les opérateurs commerciaux, donc nous devons évidemment faire attention à ce que cette logique soit respectée. Les engagements du Gouvernement belge sont une chose, la logique commerciale en est une autre.

Je n'ai pas très bien saisi si par votre conclusion qui était de dire ce document est adopté, vous le considérez comme inclus dans le rapport ou comme un document définitif. Nous n'avons pas de problème avec ce document, si ce n'est que j'ai expliqué le fait que nous aimerions pouvoir éclaircir quelques points. Merci.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie le délégué de la Belgique. La vérité c'est que la position de la Présidence sur ce point lorsque la décision a été prise est la suivante. Il s'agit d'une acceptation provisoire étant donné qu'il faut donner la possibilité aux observations de s'exprimer. Je proposerai au Brésil, à moins bien sûr qu'il y ait une meilleure proposition, de tout simplement se livrer à une série de consultations à l'extérieur de la salle, en particulier avec le Canada et la Belgique et avec

toutes les délégations qui voudraient obtenir davantage d'informations sur la proposition du Brésil, obtenir un complément d'informations, peut-être obtenir des réponses à des inquiétudes que pourraient avoir certains, parce qu'il est vrai que le sentiment dans la salle est que c'est une proposition très positive, nous remercions d'ailleurs la délégation brésilienne à cet effet. Cependant, il serait peut-être bon effectivement d'organiser certaines consultations. Je ne parle pas de négociations, je parle de consultations.

Le Brésil, qu'est-ce que vous en pensez, Monsieur ?

**M. J. M. FILHO** (Brésil) [*interprétation de l'espagnol*] : Oui, nous pensons que c'est une bonne proposition, Monsieur le Président, et nous sommes prêts à nous entretenir avec les délégations intéressées, le Canada, la Belgique et toutes les autres délégations qui voudraient obtenir un complément d'informations pour qu'on puisse balayer les doutes qu'elles ont quant à notre proposition. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Oui, très bien. Je pense que ce sera donc le format que nous adopterons. Ce que je vous demanderai, s'il vous plaît, dans la mesure du possible, c'est de le faire cette après-midi ou demain pour qu'on puisse avancer.

J'ai une autre demande de parole, c'est l'Inde et la Chine qui ont demandé la parole. L'Inde, s'il vous plaît. L'Inde, s'il vous plaît, vous avez la parole en premier. Merci à la Chine

**M. D. GOWRISANKAR** (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Je voudrais faire une déclaration si vous me le permettez.

La délégation indienne se félicite du fait que les délibérations sur ce point de l'ordre du jour ont permis de contribuer aux activités entreprises dans ce domaine pour ce qui est de l'utilisation de données géospatiales de source spatiale pour le développement durable.

Nous accordons une très grande importance aux relations bilatérales et multilatérales avec les agences spatiales, de manière à pouvoir relever les nouveaux défis technologiques dans le cadre du cadre international d'exploitation de l'utilisation des informations spatiales à des fins d'utilisation spatiale de l'espace extra-atmosphérique. Des mémorandums d'accord et des accords ont été signés avec plus de 30 pays et organisations internationales. Beaucoup de ces mémorandums d'accord ont permis de partager nos informations quant à l'utilisation de données géospatiales de source spatiale pour le développement durable.

Les projets indiens en la matière mettront à disposition de la communauté internationale des données de qualité. Nous œuvrons au titre de partenariats internationaux pour renforcer la coopération et mettre à la disposition de nos partenaires les données géospatiales de source spatiale pour le développement durable. Nous utilisons nos satellites pour assurer le suivi par exemple, des chutes de neige. Nous collaborons avec le groupe GEO, le Groupe sur l'observation de la Terre dans le suivi par exemple des cultures agricoles, à la cartographie des récifs coralliens, aux Maldives, au Sri Lanka. Nous assurons le suivi des zones côtières au Bangladesh et au Sri Lanka. Nous avons mis en place des centres de télédétection à Maurice, au Myanmar et au Mali. Par le biais de la Charte internationale et par le biais de Sentinelle-Asie, nous contribuons également aux efforts allant dans ce sens.

Monsieur le Président, le partage d'expériences dans le domaine spatial, le projet CHAIR est un projet qui a été mis en place qui permet de former à l'application des techniques spatiales, il permet de former des experts d'autres pays. Le Centre pour l'Asie et le Pacifique de la formation à la technologie et à la science spatiale, a permis de former plus de 280 experts de plus de 31 pays à l'application des techniques spatiales dans divers domaines.

En guise de conclusion, Monsieur le Président, la délégation indienne tient à appuyer le COPUOS dans toutes ses activités, notamment toutes les activités visant à sensibiliser les pays aux bénéfices de l'application des techniques spatiales et dans tous les efforts qui sont faits pour renforcer les capacités des pays en développement dans ce domaine. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci à la délégation indienne. Je donne a parole maintenant à la Chine.

**M. Y. XU** (Chine) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Nous voudrions également féliciter le Brésil pour sa proposition concernant le renforcement de la coopération internationale afin de mettre en place une infrastructure nationale pour l'utilisation des données spatiales. C'est une proposition très importante et nous sommes également d'accord avec votre proposition concernant les consultations qui devraient se faire, consultations informelles avec la délégation brésilienne. Il serait bon de discuter de cette proposition et de la finaliser. Nous souhaiterions participer à ces consultations. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie, M. le représentant

de la Chine. Vous êtes tout à fait invité à participer à ces consultations, bien entendu.

Nous n'avons plus d'autres intervenants. Si, le représentant du Brésil. Vous avez la parole.

**M. J. M. FILHO** (Brésil) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, permettez-moi un petit peu de préciser très rapidement un point qui me semble être fondamental. La proposition du Brésil ne ferme absolument pas les portes à la participation d'autres pays, la participation des acteurs, notamment les acteurs privés. Cette proposition ne ferme jamais la porte à d'autres acteurs, à d'autres intervenants. Nous avons indiqué que l'objectif c'est de réduire les coûts pour justement mettre en place l'infrastructure dans les pays qui en ont le plus besoin, notamment les pays en développement. C'est une problématique qui reste ouverte et c'est une décision qui incombe à chaque pays. Cela relève de la souveraineté de chaque État de décider ce qu'il fera de son infrastructure. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci au Brésil. Merci de cette précision. La Colombie, allez-y.

**M. J. OJEDA BUENO** (Colombie) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président, bonjour. Merci à la délégation du Brésil, merci de cette proposition très intéressante. Félicitations pour le travail réalisé.

En ce qui nous concerne du côté colombien, nous n'avons pas grand-chose à ajouter, peut-être mentionner le nom d'une infrastructure nationale, c'est peut-être la seule différence qu'il y aurait, parce que comme l'a expliqué notre collègue ce matin, la Colombie dispose déjà d'une agence spatiale qui assure la centralisation des données et qui partage avec plaisir, comme c'est le cas par exemple du projet Amazonie avec le Brésil.

Pour ce qui est de l'inquiétude exprimée par des pays d'autres régions quant à la conformité de ce système par rapport à la proposition brésilienne, je ne pense pas qu'il faut s'inquiéter, parce que de toute façon, la Colombie et le Brésil sont déjà des utilisateurs des systèmes européens. Il peut y avoir, je crois, l'interopérabilité ou l'interconnexion et la conformité des formats dont nous parlait ce matin M. Gomez, peut être tout à fait garantie.

La Colombie ne veut pas participer au groupe parce qu'elle pense que la proposition brésilienne est d'excellente qualité et nous l'appuyons, de toute façon. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, je remercie la délégation colombienne. Le Nigeria, allez-y.

**M. J. AKINYEDE** (Nigeria) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Le Nigeria félicite également le Brésil pour cette initiative.

Nous voudrions demander au Brésil d'inclure le Nigeria aux consultations qui auront lieu. Nous avons déjà fait un travail important chez nous sur la question de la coopération aux niveaux régional et international, conformément à ce qui a été écrit. C'est pour toutes ces raisons que nous souhaiterions participer aux consultations prévues. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie, M. le représentant du Nigeria, pour cette intervention. Le Chili.

**M. J. A. IGLESIAS MORI** (Chili) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. La délégation chilienne se félicite du fruit des travaux de la délégation brésilienne. Nous pensons comme l'a dit mon collègue colombien que cette proposition reflète complètement et fidèlement notre position nationale en la matière. Je ne pense pas qu'il y ait rien à ajouter d'autant plus que le délégué du Brésil a expliqué que cette proposition ne ferme pas la porte, ne ferme aucune porte d'ailleurs, ne ferme pas la porte au secteur privé. Donc, à nouveau, félicitations au Brésil et merci Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci à la délégation du Chili. Merci pour votre intervention Monsieur. Le Brésil va donc mener à bien des consultations sur la question avec les délégations qui ont fait part de leur intérêt et avec toutes les délégations qui pourraient s'intéresser à cette question ultérieurement. Je vous remercie.

**Espace et société** (point 10 de l'ordre du jour) (*suite*)

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Pour ce qui est maintenant du point 10, "Espace et société". L'Inde a demandé la parole. Vous avez la parole, Monsieur. M. Shivakumar, vous avez la parole.

**M. S. SHIVAKUMAR** (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Ma délégation voudrait souligner le fait que profiter des technologies spatiales et en faire profiter l'humanité et la société, voilà la force motrice du succès du programme spatial indien. La technologie spatiale continue à démontrer le potentiel énorme permettant d'aborder les questions sociales par les projets opérationnels divers. Les systèmes par satellites pour l'observation de la Terre sont devenus l'élément essentiel pour fournir différents types de services dans les domaines de la

télécommunication, la radiodiffusion, la surveillance du climat, la gestion des ressources naturelles et contribuer dans des domaines tels que l'agriculture, la gestion des forêts, etc.

Plusieurs programmes d'application tels que la télééducation, la télémédecine, l'alerte précoce, le sauvetage, etc., ont été réalisés en Inde afin de répondre aux objectifs du programme spatial indien visant à faire profiter des technologies spatiales à l'ensemble de la société. Fournir une éducation de qualité et des installations sanitaires pour tous sont au centre de nos activités de développement. Notre délégation a le plaisir de vous informer que les programmes d'application actuels de télééducation et de télémédecine ont donné des résultats importants et ont pu surmonter certains des défis en matière d'éducation et de santé que rencontrent les pays en développement tels que l'Inde.

Les réseaux de télééducation et télémédecine ont été établis à l'échelle du pays, essayant de connecter les zones les plus éloignées de notre pays. Les réseaux de télééducation connectent près de 35 000 classes dans le pays, dans les 22 États. Ces réseaux sont utilisés pour former les enseignants et fournir un programme scolaire aux étudiants d'écoles secondaires et primaires, dans les écoles de polytechnique et des instituts professionnels. Le programme de télémédecine a commencé en tant qu'exercice pilote en 1999, dans cinq emplacements. Il s'est étendu très rapidement pour couvrir maintenant près de 300 hôpitaux éloignés, 57 hôpitaux spécialisés et 13 voitures mobiles, et le nombre va croissant.

Au fil des années, la couverture des réseaux de télééducation et télémédecine augmente pour bénéficier à toutes les populations, même les plus éloignées. Le programme visant à créer les centres villageois basés par satellites à l'échelle de l'Inde, fournit différents types de services aux communautés rurales et est également une application unique des technologies spatiales. Au titre de ce programme, un certain nombre de lieux de centres villageois ont été établis dans différents villages qui sont interconnectés par le biais de réseaux VSAT ou d'autres centres d'experts situés dans les capitales ou dans la capitale du district.

Des données de télédétection et des imageries obtenues par satellites sont utilisées pour donner des informations utiles concernant le développement des villages. Jusqu'à ce jour, l'ISRO a établi près de 471 VRC dans 22 États, comprenant également les îles, en association avec 45 agences partenaires. Ces VRC permettent de mettre en œuvre 6 000 programmes dont profitent plus de 400 000 personnes. La télédétection par satellite est devenu un outil indispensable pour donner des informations à temps concernant les

ressources et l'environnement naturel qu'on ne peut pas obtenir autrement. La diversité des applications concernant l'évaluation des ressources naturelles par exemple dans le domaine de l'agriculture, la foresterie, la pêche, le développement de l'infrastructure, la gestion des catastrophes naturelles, etc. en fait un avantage unique.

Le programme indien d'observation de l'environnement est coordonné au niveau national par un comité de planification du système de gestion des ressources naturelles comprenant différents départements, qui a pour mandat d'intégrer les données obtenues par la télédétection dans un système existant avec des liens appropriés aux niveaux technique et organisationnel. Plusieurs missions dans les domaines clés du développement socio-économiques ont été lancées à l'échelle du pays avec la participation active des usagers. La mission nationale d'eau potable relevant du Ministère du développement rural a identifié les zones potentielles d'eau potable. Différents programmes d'estimation de la production et d'utilisation des informations satellitaires sont utilisés pour fournir les informations appropriées en matière de planification des cultures.

Le projet d'identification des zones de pêche permet d'améliorer la vie des pauvres pêcheurs. La cartographie des terres arides a permis de remettre en valeur des terres arides. Le projet de la biodiversité a permis de protéger notre biodiversité si riche. Nous avons pu mettre en place également un système d'évaluation des zones côtières pour cartographier les zones côtières, la mangrove et les coraux, les récifs de corail. Le projet de développement des bassins versants a permis d'améliorer la situation dans les zones pluviales et a bénéficié de la participation locale d'un grand nombre d'usagers.

Avec les progrès constants en matière de télédétection et technologies associées, l'Inde poursuit ses efforts pour promouvoir les applications de télédétection au niveau des communautés. L'utilisation des systèmes satellitaires pour faire face à la gestion des catastrophes aussi bien avant qu'après exige une convergence des technologies de communication et de télédétection avec un segment terrestre solide. Dans le cadre de ce programme, plusieurs activités ont été réalisées, y compris la création d'une base de données numérique pour faciliter le zonage des zones, l'évaluation des dégâts, les zones à risques, etc., et évaluer les principales catastrophes naturelles en utilisant les satellites et développer les technologies appropriées. Cette installation a été utilisée pour surveiller les inondations, les catastrophes naturelles à l'échelle du pays, et les sécheresses également.

Afin de fournir des communications d'urgence en cas de catastrophes naturelles, un satellite basé sur le VLP, le réseau privé virtuel, a été créé pour relier la salle de contrôle national avec les centres de contrôle régionaux dans les différents États.

Par ailleurs, un autre projet national a été mis en place pour créer la base de données nationale pour la gestion des situations d'urgence.

Monsieur le Président, en cas de sécheresse, je voudrais vous informer que les données spatiales sont utilisées pour évaluer les sécheresses à l'échelle des 13 États. Toutes ces données sont régulièrement surveillées et présentées au Ministère de l'agriculture.

Nous participons à la coopération internationale dans le domaine des applications spatiales, notamment pour la gestion des catastrophes. Nous participons également aux différentes initiatives pour la gestion des catastrophes régionales et nous sommes membres du programme international COSPAS-SARSAT pour fournir l'alerte en cas de détresse, et les services de localisation. 1 750 vies ont pu être sauvées dans le cadre de 65 incidents pendant la période 1991-2008.

L'Inde envisage également de fournir des services de navigation et de positionnement par satellite aux communautés dans la région. La mise en œuvre du GPS et du système GAGAN et le système SBAS, est une activité en cours actuellement réalisée en Inde. Ces systèmes permettent d'accroître la précision de positionnement nécessaire pour une approche de précision et l'atterrissage des avions civils. Ce système va être lancé en 2011.

Nous avons également lancé la mise en œuvre d'un système régional national qui peut également fournir un positionnement de façon indépendante. Ce système comprendra sept satellites et va devenir opérationnel en 2012-2013.

Monsieur le Président, ma délégation souhaite vous informer que nous avons mis en place toute l'infrastructure nécessaire pour profiter de la technologie spatiale au niveau des communautés locales et nous avons montré la façon dont ces projets peuvent être réalisés sur le terrain. Nous espérons pouvoir partager ces avantages avec l'ensemble de la communauté internationale. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie, M. le représentant de l'Inde. Je donne maintenant la parole au Nigeria.

**M. O. ABOOLA** (Nigeria) [*interprétation de l'anglais*] : Merci. Mesdames et Messieurs, le

Nigeria continue à faire des progrès dans ses programmes au titre du point intitulé "Espace et société". Nos activités en matière d'éducation spatiale visent notamment à les présenter aux étudiants des écoles secondaires et aux enseignants, à l'exploration et l'exploitation de l'espace, et leur présenter les avantages que l'on peut tirer des sciences et technologies spatiales.

En matière de sensibilisation, des ateliers de vulgarisation de l'éducation spatiale, le Centre régional des sciences et techniques spatiales au Nigeria a organisé toute une série d'activités au titre du programme intitulé "Commencer jeune". Certaines de ces stratégies ont déjà été adoptées pendant le programme intitulé "Éducation spatiale dans les écoles", notamment en utilisant des films, des vidéos et des présentations sur l'exploration et l'exploitation de l'espace et de ses retombées bénéfiques. Les écoles primaires participent à des compétitions, des chansons et des poésies. Les étudiants du supérieur participent à des compétitions, des débats et des expositions artistiques.

Des excursions ont été également organisées parmi les jeunes. La distribution d'affiches, de brochures dont certaines ont été diffusées par le Bureau des affaires spatiales et l'UNESCO. Plus de 3 000 posters de ce type ont été distribués dans les écoles. Certains des objectifs de ce programme de vulgarisation à l'éducation spatiale sont d'inspirer, simuler l'intérêt des étudiants à tous les niveaux et les inciter à s'intéresser aux technologies et aux sciences spatiales, leur exploration et leurs applications.

Un grand nombre d'étudiants ont pu bénéficier de ce programme. Les étudiants peuvent participer à la fabrication de missiles, de fusées et des simulations du système solaire. Nous avons également terminé le programme de vulgarisation en mettant en place une structure temporaire, lorsqu'on a présenté différents programmes de technologie appliquée à l'intention des étudiants. Des séminaires et des développements de programmes scolaires sont également organisés à l'intention des étudiants pendant les ateliers régionaux. Nous avons mis en place un comité national sur le développement des programmes scolaires dans le cadre de l'éducation spatiale dans les écoles primaires et secondaires, avec la participation du Ministère de l'éducation et le Conseil du développement supérieur et l'Université d'Ile-Ifé.

Nous avons organisé également une série de programmes pour marquer la Semaine spatiale au Nigeria. Dans le cadre des activités annuelles, le Nigeria a participé au Centre spatial Kennedy aux États-Unis. Ce programme est organisé

annuellement en collaboration avec l'Association internationale de la Semaine spatiale. Pendant ce programme, trois étudiants nigériens ont participé au vol de gravité zéro au cours des trois dernières années pour voir comment les astronautes se sentent dans l'espace. Ce vol a été une grande inspiration pour les jeunes. De même, à l'invitation du Centre, pendant la Semaine spatiale 2008, le Dr (??) un astronaute français, a parlé aux écoliers de son expérience dans l'espace.

Monsieur le Président, la télé-médecine est un autre programme dans lequel la société a bénéficié des technologies spatiales. La révolution de télé-médecine a raccourci la distance physique séparant les experts médicaux, les patients partout dans le monde. Le projet de télé-médecine au Nigeria fournit une occasion unique d'éduquer et de montrer à la société l'importance et les avantages des sciences et techniques spatiales dans le domaine des services de santé. Le projet de télé-médecine actuellement possède des emplacements dans huit centres médicaux à l'échelle du pays, alors que des cliniques mobiles sont motorisées avec une antenne VSAT pour des consultations en temps réel, et permettent de se rendre dans les communautés rurales et de fournir tous les services de santé nécessaires. Plus de 40 communautés rurales ont bénéficié de ce programme. Nous poursuivons les efforts dans le cadre des institutions appropriées pour également travailler dans les autres régions et parties de notre pays.

Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie le représentant du Nigeria pour cette présentation. Je vais maintenant donner la parole à l'Afrique du sud.

**M. E. SIBEKO** (Afrique du sud) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président, dans un grand nombre de pays en développement, l'espace est considéré comme un secteur élitiste qui n'a rien à voir avec la vie quotidienne. Donc, nous devons promouvoir les programmes de sensibilisation et de plaidoyer afin de garantir l'acceptation du public et que le public comprenne tous les avantages que l'on peut tirer de la technologie spatiale.

L'Afrique du sud a un certain nombre de projets de société qui ont pu établir des liens entre la société dans différents domaines, aussi bien la société rurale et urbaine. Il s'agit de mettre en place des technologies VSAT, Very Small Aperture Terminal. Dans le domaine de la télé-éducation, nous avons un projet dans le département éducation de la province de Gauteng. Près de mille étudiants ont pu se connecter à internet leur permettant ainsi d'améliorer leur formation même en dehors de la

salle de classe. Nous avons également un projet de partenariat public-privé qui vise à renforcer la qualité de l'éducation en matière de sciences, d'anglais, de mathématiques. Le projet prévoit également des programmes de santé pour les infirmières dans les hôpitaux. Certains de ces programmes concernent également les patients de ces centres de santé.

Dans le domaine de la télé-santé, l'hôpital utilise la technologie VSAT pour transmettre les données de façon directe et peu coûteuse. Le VSAT est également utilisé pour la télé-radiologie dans différents hôpitaux. Les rayons-X sont transmis à un hôpital à Johannesburg où ils seront interprétés et les rapports d'experts sont envoyés à la région du Cap. Les patients peuvent maintenant recevoir un traitement médical immédiat plutôt que d'attendre deux à trois semaines comme c'était le cas précédemment pour le diagnostic avant que l'intervention médicale puisse être commencée.

Dans le domaine du gouvernement électronique, le Ministère de l'intérieur utilise les technologies VSAT pour connecter près de 1 000 bureaux mobiles dont le principal bureau est à Pretoria. Les personnes dans les zones éloignées peuvent demander un passeport, document d'identité, etc., sans avoir à se déplacer à Pretoria.

La province de Mpumalanga utilise la technologie VSAT pour améliorer la fourniture des services aux personnes dans les zones rurales. Par ailleurs, plusieurs centres communautaires polyvalents permettent aux personnes d'avoir accès aux services gouvernementaux et fournissent également des possibilités de formation au grand public.

Pour ce qui est des services financiers, le VSAT est utilisé pour fournir des services financiers par le cadre du système bancaire automatisé en Afrique du sud.

La nouvelle politique spatiale de l'Afrique du sud permet de promouvoir la sensibilisation du public à tous les niveaux de la société et permet de mieux faire comprendre au public les avantages des technologies spatiales pour l'ensemble de la société. Les événements tels que la Semaine spatiale mondiale permettent de sensibiliser le public aux avantages des technologies spatiales. Différents départements gouvernementaux ont participé à la Semaine spatiale en 2008. Un certain nombre de manifestations ont été organisées à cet égard à l'échelle du pays, entre autres des conférences, des camps spatiaux, des expositions, etc.

Pendant le show aérien africain, les étudiants ont eu la possibilité d'avoir une expérience pratique en la matière. Ces activités concernaient

essentiellement les jeunes pour les motiver à poursuivre leurs études dans le domaine des sciences et des mathématiques et pour s'intéresser aux sciences spatiales. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Je remercie le représentant de l'Afrique du sud. Merci pour votre intervention, Monsieur. La parole va sans plus tarder à la déléguée du Canada. Madame, vous avez la parole.

**Mme A.-M. Lan PHAN** (Canada): Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président, être à l'écoute de la prochaine génération, éveiller sa curiosité, aider les jeunes de partout au pays à acquérir les connaissances et les compétences dont ils auront besoin, apporter leur contribution à la société et mener une carrière florissante, tout cela est prioritaire pour le Canada.

Au cours de ces dernières années seulement, plus de deux millions de jeunes au Canada, qu'ils soient au niveau primaire, secondaire ou universitaire, ont étudié les sciences, les mathématiques et la technologie dans un contexte d'apprentissage faisant appel à l'espace. Pour une population de 33 millions de personnes, ces deux millions de jeunes représentent beaucoup pour nous. Mettant à profit les deux missions habitées historiques qui se déroulent en 2009, l'Agence spatiale canadienne, ASC, a produit de nouvelles ressources pédagogiques qui ont été ou seront soumises à la disposition de toutes les classes de mathématiques au Canada. Jusqu'à présent, 45 000 places ou 1,25 millions d'élèves apprenant la pensée critique scientifique et la résolution de problèmes utilisent un contenu spatial dans leur programme d'études courant.

Un projet spatial basé sur des enquêtes pratiques développé en collaboration avec d'autres ministères et des représentants du secteur privé a obtenu la participation de plus de 300 000 élèves tandis que des ateliers de perfectionnement professionnels ont attiré plus de 600 éducateurs. Quelques 3 600 élèves ont assisté à des ateliers qui étaient organisés par l'Agence spatiale canadienne et animés par une soixantaine de scientifiques et d'ingénieurs. Récemment, et en coordination avec la mission de six mois de l'astronaute canadien Robert Thirsk à bord de la Station spatiale internationale, le programme d'éducation spatiale a amorcé deux projets de vulgarisation axés sur la science de la nutrition et l'activité physique. Jusqu'à présent, 14 400 jeunes et familles ont participé à ces projets.

Au chapitre de la collaboration multilatérale, nous sommes heureux de participer aux International Space Education board, ISEB, dont

cinq agences spatiales en font partie actuellement, notamment ESA, JAXA, NASA et CNES.

Monsieur le Président, l'Agence spatiale canadienne continue à appuyer énergiquement les activités pédagogiques et de sensibilisation faisant appel à l'intérêt et à l'attrait qu'exerce l'espace pour encourager les jeunes et le grand public en général, à en apprendre davantage sur notre monde technologique et à faire carrière dans des domaines scientifiques et techniques.

Par ailleurs, nous appuyons divers programmes internationaux axés sur les mêmes centres d'intérêt. Nous venons en aide notamment aux futurs dirigeants à participer au programme de l'Université internationale de l'espace et nous procurons un appui financier à des étudiants pour qu'ils puissent assister aux grandes conférences sur l'espace, tel que le Congrès astronautique international et les Assemblées scientifiques biennuelles du COSPAR. Nous sommes convaincus que le fait d'aider des étudiants à participer, au cours de leurs années de formation, à des forums et à des programmes éducatifs internationaux de ce type contribuera à générer des avantages durables et à bâtir un réseau solide de professionnels éclairés qui dirigeront les développements futurs associés aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Monsieur le Président, nous concluons notre déclaration en rappelant que les activités spatiales ont été et sont toujours un moteur puissant de la création d'avantages sociétaux pour l'humanité. Par conséquent, le Canada est déterminé à contribuer de manière positive et active à la poursuite de ces développements par l'intermédiaire de son programme spatial. Merci, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Je remercie la représentante du Canada pour son intervention. Une petite observation, si vous me le permettez, l'Agence spatiale canadienne appuie la participation de ses étudiants aux grandes conférences sur l'espace. Le COPUOS, même si ce n'est pas une grande conférence pour ce qui est du nombre de délégués, est une des conférences importantes étant donné sa qualité, sa qualité juridique, sa qualité scientifique et technique, et il serait formidable de pouvoir financer la participation de certains de vos étudiants à nos manifestations également. Je vous remercie, Madame.

J'ai encore deux orateurs sur ma liste, la Belgique qui sera suivie du Brésil. La Belgique.

**M. J.-F. MAYENCE** (Belgique): Je vous remercie, Monsieur le Président. Je ferai une intervention qui n'est pas tellement dans la ligne des précédentes au titre de ce point de l'ordre du

jour. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt au titre de ce point "Espace et société", la liste des initiatives d'éducation qui cherchent à renforcer l'intérêt des jeunes étudiants pour les sciences et techniques spatiales au sens large. C'est tout à fait impressionnant, surtout que ça vient de pays très différents dans le monde.

Je dois vous dire que quand on me parle de société, j'ai envie de dire que c'est plus large que les étudiants. La société ce n'est pas uniquement les jeunes, c'est aussi les moins jeunes, ce sont des gens qui n'ont peut-être rien à voir avec l'espace, qui en entendent parler dans les journaux, et je dois vous avouer que parfois j'ai du mal, dans mon métier, à expliquer en quoi l'espace est une solution bénéfique par rapport à d'autres solutions. Je ne suis pas de ceux qui balayent ce genre de question d'un revers de la main en disant l'espace c'est très bien, vous n'avez qu'à y croire. Je crois qu'il est toujours légitime de se poser la question pourquoi est-ce qu'on fait ça, est-ce que ça vaut la peine.

Je dois vous avouer que nous avons eu l'occasion en Belgique de répondre à ce genre de question il y a très peu de temps, puisque vous le savez, nous avons à bord de la Station spatiale internationale un astronaute ESA de nationalité belge qui sera même amené à prendre le commandement pour la première fois confié à un européen. Cette mission de six mois, évidemment, soulève énormément d'enthousiasme mais aussi des questions. Le projet de la Station spatiale est un projet par essence qui soulève aussi des questions quand on connaît le budget de la Station spatiale, même si évidemment à la charge de la Belgique, mais il est à la charge des partenaires et en particulier évidemment les États-Unis, on peut toujours se poser la question pourquoi est-ce qu'on paye autant pour une station spatiale. Ça ce n'est pas une question à éviter. C'est une question à laquelle il faut répondre.

C'est très bien de parler d'éducation mais il me semble qu'au titre de "Espace et société", on devrait aussi parler de la meilleure manière de communiquer sur le spatial au grand public, et pas uniquement aux étudiants, aux ingénieurs ou aux scientifiques. Je crois qu'on a peut-être des efforts à faire sur cette manière de communiquer. J'avais pris l'exemple, lors d'une précédente intervention, de la récente catastrophe du vol Air France, on a eu dans l'organisme auquel j'appartiens plusieurs questions, et ce sont des questions qui sont également apparues dans la presse, à quoi servent ces satellites si on ne peut même pas détecter un débris. Il ne m'appartient pas à moi puisque je ne suis pas technicien de répondre, c'est d'ailleurs pour cela que j'ai posé la question quand on m'en a parlé, parce que je trouvais ça très intéressant, mais ce genre de question est une arme à double

tranchant. Soit vous savez y répondre et vous démontrez que l'espace est utile, soit vous ne savez pas y répondre et dans ce cas-là quelque part vous donnez une vision négative de l'espace. Il faut expliquer aux gens qu'on ne peut pas tout faire avec les satellites, les satellites servent à certaines choses, ils ne peuvent pas servir à d'autres choses pour l'instant. Peut-être que les nouvelles capacités de demain permettront de répondre à cela, mais pas pour le moment.

Donc, je crois que, au-delà de l'éducation, encore une fois je ne mets pas du tout en question les initiatives en matière d'éducation, mais je crois que dans une thématique comme "Espace et société", nous devrions aller un peu plus loin et au lieu d'essayer de créer l'actualité avec l'espace, nous devrions essayer de nous y coller. Je m'explique. Si vous avez tous les jours une sorte de revue de presse qui regarde l'actualité de ce qui se passe dans le monde, dramatique, positive, catastrophique, économique, etc., si vous analysez les réponses qui plus ou moins directement viennent de l'utilisation des technologies spatiales à ces problématiques et à cette actualité, vous pouvez quelque part faire un programme de communication à l'attention du grand public, qui lui permette de savoir exactement à quoi sert ce qu'il finance en tant que contribuable.

Il me semble qu'on pourrait élargir un petit peu la thématique de "Espace et société" à la problématique plus générale de la communication. L'éducation c'est lié à la communication mais c'est différent, et la communication on en a besoin aussi, parce que l'éducation découle quelque part de la communication et de la motivation qu'elle entraîne chez les jeunes. Voilà, c'est tout ce que je voulais dire. Je n'ai pas voulu rompre le fil de la discussion dans ce point d'ordre du jour mais je crois que c'est important de l'élargir, peut-être un peu plus loin que l'objet sur lequel nous nous focalisons depuis le début de cette session. Merci.

**Le PRÉSIDENT :** Je tiens à remercier le délégué de la Belgique et il apporte une nouvelle dimension sur la question de la société élargie à un concept beaucoup plus large, non seulement aux enfants, et chose que vous reconnaissez c'est important, mais aussi la question de la communication qui en fait est très importante avec le public en général. Il y a peut-être parfois des mythes autour de l'outil spatial sans que pour cela on puisse diminuer l'importance en tant que tel. Mais c'est important de savoir communiquer. Ce n'est pas une chose facile, et surtout dans les pays en développement, l'outil spatial n'est pas facile à vendre dans l'opinion publique. Mais il faut faire des efforts dans la conceptualisation de l'espace et société dans un sens beaucoup plus large, je suis d'accord avec vous. Merci de votre contribution.

*[interprétation de l'espagnol]* : J'ai encore sur ma liste le Canada. Madame, vous voulez revenir à la charge ? Allez-y, ensuite l'Italie.

**Mme A.-M. Lan PHAN** (Canada) : Merci, Monsieur le Président, de me donner la parole. J'aimerais m'exprimer par rapport au commentaire de la Belgique. Je pense que le commentaire est tout à fait à propos et suite à votre commentaire, je dirais que la question de la communication est importante non seulement pour les pays en développement, mais aussi pour les nations qui ont des capacités spatiales.

Comme je l'ai mentionné dans une de nos déclarations, les programmes spatiaux sont très coûteux et c'est très important de partager les risques et les bénéfices, mais c'est important aussi d'avoir nos citoyens qui nous appuient puisque tous les programmes spatiaux sont assujettis à l'approbation des gouvernements et évidemment à l'opinion publique. J'appuie le point comme quoi c'est important d'élargir un petit peu nos discussions intérieures de ce point de l'ordre du jour afin d'adresser la question de communication au grand public. Merci.

**Le PRÉSIDENT** : Merci. Je suis tout à fait d'accord aussi parce que le fait du financement des programmes spatiaux est toujours difficile. Il faut passer par le processus de décision par le parlement et si les parlementaires, par exemple, dans cet exercice de communication ne sont pas d'accord, on a des problèmes pour débloquent les fonds. Votre observation est tout à fait justifiée. Merci.

*[interprétation de l'espagnol]* : Sur ma liste l'Italie, Monsieur, allez-y.

**Mme S. DI CIACCIO** (Italie)  
*[interprétation de l'anglais]* : Non, je n'ai pas demandé la parole. C'était Madame, mais je n'ai pas demandé la parole.

**Le PRÉSIDENT** *[interprétation de l'espagnol]* : Bon, très bien, pardon, excusez-moi.

**Mme S. DI CIACCIO** (Italie)  
*[interprétation de l'anglais]* : Merci de me donner la parole mais je ne l'ai pas demandé. C'est gentil quand même.

**Le PRÉSIDENT** *[interprétation de l'espagnol]* : Si vous avez quelque chose à ajouter, Madame, n'hésitez pas, je vous en prie. Non. Merci. Bien, alors sur ma liste, le Brésil. L'orateur suivant, le Brésil.

**M. J. M. FILHO** (Brésil) *[interprétation de l'espagnol]* : Merci, Monsieur le Président. Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous fournir un complément d'information et de faire une proposition.

L'information tout d'abord, que je voulais vous présenter. L'Année internationale de l'astronomie est d'une importance toute particulière pour le Brésil parce que l'Assemblée générale de l'Union astronomique internationale sera réunie à Rio de Janeiro au mois d'août de cette année. C'est quand même la manifestation la plus éminente pour ce qui est de l'astronomie mondiale. Le Président du Brésil, le Président Da Silva, prendra part à la cérémonie d'ouverture. L'Assemblée générale de l'Union astronomique internationale bénéficie du plein soutien du Ministère de la science et de la technologie du Brésil ainsi que de ses agences de financement, ainsi que du Conseil national de développement scientifique et technologique et de la FINEP qui finance des études et des projets de grande envergure. Cet événement nous donne une occasion en or de diffuser et de divulguer, surtout auprès des jeunes, non seulement les recherches et les découvertes des astronomes, mais de manière plus générale et plus particulière, les activités spatiales du Brésil et de beaucoup d'autres pays.

À Rio de Janeiro nous planterons la tente dans le centre de la ville avec une salle d'exposition sur l'astronomie et l'espace en général, en mettant l'accent en particulier sur les réalisations les plus importantes du Brésil et d'autres pays d'Amérique latine et de la région des Caraïbes. Des milliers d'écoles primaires et secondaires ainsi que de nombreuses universités et centres de recherche ont été mobilisés pour saisir cette occasion et redoubler d'efforts dans l'enseignement qui est impartit, bien au-delà des limites physiques de leurs infrastructures, étant donné que ces écoles, ces universités, ces centres de recherche ont occupé d'autres lieux publics pour promouvoir des programmes de divulgation, de popularisation des sciences et en particulier de la science spatiale.

Pour la première fois dans l'histoire du Brésil, nous disposons au niveau du Gouvernement, au niveau du Ministère de la science et de la technologie d'un financement pour les activités d'éducation scientifique et technologique et la vulgarisation de la science et la technologie auprès des masses, de l'opinion publique. Ces activités comprennent la divulgation, la diffusion d'informations sur la grande aventure humaine qu'est l'exploration de l'espace extra-atmosphérique.

L'Agence spatiale brésilienne dispose depuis plusieurs années d'un programme AEB-École qui a pour but de diffuser des informations auprès des écoles primaires et secondaires, des informations quant au caractère indispensable des activités spatiales, l'incidence des activités spatiales sur la vie des personnes, et sur leur réalisation dans la pratique. Ce programme a pour but de susciter la créativité et le goût des sciences. Il comprend des

secteurs de l'astronomie et des sciences spatiales telles que la météorologie, les sciences de l'atmosphère et l'environnement, la télédétection et les sciences de l'environnement, les satellites, les lanceurs et les centres de lancement.

L'Institut national de recherche spatiale, l'INPE, quant à lui dispose depuis 2006 d'un programme Espace et société qui a pour but, de manière didactique, de préciser quels sont les produits et les retombées bénéfiques des programmes spatiaux, notamment dans les domaines de la santé publique, l'aménagement du territoire, réduction des conséquences des catastrophes naturelles. Cette initiative a pour but, en outre, d'investir dans la construction et diffusion de l'infrastructure de données géospatiales comme l'élaboration de logiciels au bénéfice des petites et moyennes entreprises, pour que celles-ci puissent tirer le profit maximum des ressources et des solutions que fournissent les données et les images satellitaires, ce qui pourrait également avoir des retombées économiques très positives.

L'INPE a d'ailleurs mis en place deux sites web à des fins éducatives. Sur ces sites figure un personnage, un personnage connu sous le nom de Planétic, qui parle une langue infantile et qui invite les enfants à des jeux qui portent sur des thèmes liés au changement climatique et à la protection de la planète. L'INPE a en outre publié trois livres, trois ouvrages qui sont consacrés aux enfants, un sur le ciel de l'Antarctique, un sur l'Arche de Noé, et un sur les amis de la Terre.

La proposition que je voulais vous faire maintenant. Nous pensons que le COPUOS doit participer au Forum mondial de la science qui aura lieu à Budapest au mois de novembre de cette année. Cette manifestation est promue par l'UNESCO et par l'Académie des sciences hongroise. Elle bénéficie également des académies des sciences existantes aujourd'hui dans beaucoup de pays, ainsi comme de l'Académie des sciences des pays en développement qui porte le sigle de TWAS et qui est basée à Trieste en Italie.

Comme nous l'avons vu dans beaucoup des exposés faits au cours de cette session, l'espace joue un rôle croissant dans le développement de la science. La science spatiale est un des chapitres les plus extraordinaires de la science contemporaine et ses efforts devront être multipliés au XXI<sup>e</sup> siècle, siècle que l'on connaît sous le nom de Siècle de l'espace.

C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Président, je pense que le COPUOS devrait participer activement à ce Forum suprême scientifique qui abordera la question de l'actualisation des idées et principes et actions

adoptés à la Conférence sur la science et l'utilisation des connaissances scientifiques qui avait eu lieu déjà en 1999 dans la capitale hongroise. C'est la raison pour laquelle le Forum mondial de la science qui aura lieu en novembre de cette année, comme je l'ai dit, porte le nom de Budapest+10 puisque la Conférence avait eu lieu en 1999.

La participation de COPUOS à Budapest+10 se justifie étant donné le document des Nations Unies "Vers une politique spatiale des Nations Unies" présenté par la Présidence de ce Comité, dans lequel il est dit "*Il est nécessaire de renforcer la coopération pluridisciplinaire entre les différentes institutions et agences du secteur public pour tirer pleinement profit des synergies et être présent lors des principales conférences mondiales sur diverses questions*". Merci beaucoup, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie le représentant du Brésil. Merci pour votre déclaration, Monsieur. La Présidence effectivement, de concert avec le secrétariat, envisagera de détacher un expert du Comité ou représentant du Comité à cette réunion selon, bien sûr, la disponibilité des représentants du secrétariat. Mais en tout cas, je tenais à vous remercier quand même pour votre proposition.

Je n'ai pas d'autre demande de parole de la part des délégations. J'ai cependant un observateur, la représentante de l'UNIDIR, l'Institut des Nations Unies pour la recherche dans le domaine du désarmement, Mme Hitchens. Vous avez la parole, Madame.

**Mme T. HITCHENS** (Institut des Nations Unies pour la recherche dans le domaine du désarmement) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, c'est un plaisir pour moi que de prendre la parole devant le Comité. C'est la première fois que moi-même et l'UNIDIR avons la possibilité de le faire. Je tiens donc à vous fournir des informations sur l'organisation que je représente et son travail.

L'Institut des Nations Unies pour la recherche dans le domaine du désarmement, l'UNIDIR, est un institut autonome au niveau de la famille des Nations Unies. La mission première de l'organisation est de mener à bien une recherche sur le désarmement et la sécurité dans le but d'aider la communauté internationale dans sa réflexion et dans la prise de décision et dans ses efforts en la matière. Par le biais de projet de recherche, de publications, de petites réunions et de réseaux d'experts, l'UNIDIR promeut une réflexion créative et un dialogue sur les défis actuels et futurs en

matière de relations internationales. L'UNIDIR travaille avec des chercheurs, des diplomates et des représentants des gouvernements, des ONG et d'autres institutions et a pour ambition de servir de pont entre la communauté des chercheurs et les États membres des Nations Unies. C'est dans ce rôle-là que nous nous présentons au COPUOS aujourd'hui.

Au cours des 20 dernières années, nous avons observé une diversification des acteurs dans le domaine de l'environnement spatial. Aujourd'hui, le monde dépend de plus en plus de l'espace dans beaucoup de ses activités, de Caracas au Caire, de New York à Delhi, l'espace joue un rôle fondamental et est un acteur central de la vie des citoyens du monde développé et en développement. Nous sommes de plus en plus dépendants de l'espace et les préoccupations quant à la protection des ressources spatiales ne cessent de s'accroître.

L'UNIDIR a fait de la sécurité spatiale et de la viabilité de l'espace ses priorités au cours des dernières années. Notre conférence relative à la sécurité spatiale qui se tient tous les ans est une source d'informations clé sur les questions en matière de sécurité spatiale pour la communauté internationale basée à Genève. Cette année, notre conférence aura lieu lundi prochain, les 15 et 16 juin, avec le soutien de la Russie, du Canada, de la Chine, et de la Secure World Foundation et de la Find Foundation également. L'Ambassadeur Arévalo, vous, Monsieur le Président, ferez une intervention assez importante sur l'importance de la sécurité spatiale pour les nouveaux États spatiaux. Nous espérons pouvoir accroître notre rôle comme centre principal de recherche et source d'informations sur les questions liées à la sécurité de l'espace.

À l'UNIDIR nous pensons que la sécurité et la sûreté dans le domaine du secteur spatial sont des éléments qui sont étroitement liés et qu'il ne peut pas y avoir de véritable sûreté ou sécurité sans l'autre. Étant donné l'environnement spatial actuel, il y a toute une série de questions transversales qui affectent le lancement ou les fondements de toutes les activités spatiales. L'une de ces questions ce sont les débris spatiaux, une question à laquelle ce Comité a contribué significativement. Il y en a beaucoup d'autres, vous vous en doutez, les questions de la sécurité spatiale, la gestion du trafic spatial et la gestion des ressources spatiales ont toutes une incidence éventuelle sur la sécurité humaine qui est une des priorités de l'UNIDIR. Notre approche réunit la sécurité, le désarmement et le développement de manière à ce que toutes les formes de sécurité nationale, régionale, globale soient prises en considération comme les manifestations véritables de la sécurité humaine.

Faire de nos priorités la personne et la replacer au centre de nos débats est l'approche fondamentale de l'UNIDIR et nous espérons que cette approche permettra de contribuer à la paix et à la maximisation des ressources spatiales et à leur mise au service de la communauté internationale.

Notre approche vis-à-vis des questions de sécurité spatiale est une approche interdisciplinaire étant donné que ces préoccupations affectent tant de secteurs de l'activité humaine. Pour veiller à ce que la nature transversale de cette question soit reflétée dans notre riposte en tant que communauté internationale, une approche multisectorielle, multi-institutionnelle est essentielle. La perte de ressources spatiales ainsi que le risque d'un conflit dans l'espace sont des éléments qui préoccupent tous les acteurs du domaine de l'espace et la communauté internationale dans son ensemble. Nous devons tous nous efforcer pour éviter que cela ait lieu.

En guise de conclusion, nous continuerons d'appuyer le Comité en jouant le rôle d'organe de recherche et de catalyseur et de facilitateur au niveau du système des Nations Unies et au niveau de la communauté internationale dans son ensemble pour ce qui est des questions de sécurité spatiale. Nous espérons pouvoir collaborer avec le Comité à l'avenir, et n'hésitez pas à prendre contact avec moi ou avec mon équipe si nous pouvons vous venir en aide.

Merci à nouveau de nous avoir donné la possibilité de prendre la parole devant le Comité. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Je remercie la représentante, la Directrice de l'UNIDIR, l'Institut des Nations Unies pour la recherche dans le domaine du désarmement. Merci d'avoir décrit, Madame, les activités de l'UNIDIR, ce que vous faites dans le domaine de la recherche et bien sûr, j'apporterai ma pierre à votre édifice, pour ainsi dire, puisque je prendrai la parole lors de cette conférence dont vous avez parlé pour présenter la mission du COPUOS.

J'ai sur ce point de l'ordre du jour, à ma connaissance, aucune autre demande de parole. C'est la raison pour laquelle je vous propose de passer. Demain matin, nous conclurons l'examen du point 10 de l'ordre du jour, "Espace et société".

**Espace et eau** (point 11 de l'ordre du jour)

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Nous passons dès à présent au point 11 de l'ordre du jour, "Espace et eau". Le premier orateur sur ma liste est le représentant de la Chine. Monsieur, vous avez la parole.

**Mme Y. ZHOU** (Chine) [*interprétation du chinois*]: Merci, Monsieur le Président. La délégation chinoise est en faveur d'un examen de cette question. Nous sommes convaincus qu'en effet avec le développement de la technologie spatiale, le champ d'application de la technologie spatiale notamment à la gestion des ressources hydriques est encore plus important que de par le passé. La communauté internationale devrait accorder une plus grande importance, je crois, au rôle de la technologie spatiale dans la recherche dans le domaine de l'eau, le suivi des ressources hydriques et le COPUOS pourrait être une plateforme importante à cette fin.

Monsieur le Président, déjà dans les années 1970, la Chine utilisait les techniques de la technologie spatiale dans le suivi et la gestion des ressources en eau. Nous avons traversé quatre phases d'apprentissage, de tests d'application et de développement. À l'heure actuelle, la technologie de télédétection satellitaire est utilisée dans le suivi des eaux au niveau national, des ressources en eau, et a été utilisée pour lutter contre les inondations, contre la sécheresse, pour lutter, prévenir et réduire les conséquences des catastrophes, protéger l'environnement et promouvoir le développement durable des ressources hydriques.

La technologie spatiale a joué à cet égard un rôle très très important dans la lutte contre les inondations du fleuve Roy en 2007, et pour neutraliser la menace que supposaient les lacs artificiels dus au tremblement de terre qui a eu lieu dans la province de Sichuan en 2008.

Au cours des dernières années, dans le cadre d'un projet de gestion de l'environnement et de l'eau, notamment dans le bassin du fleuve Hay, financé par le FEM, la technologie de la télédétection a été employée pour mesurer le taux d'évaporation au sol, ce qui a permis de suivre et de gérer les ressources en eau. La technologie spatiale a également été utilisée dans les provinces comme (??) pour assurer le suivi de la situation vis-à-vis de la sécheresse. L'expérience engrangée en la matière démontre l'avantage que la technologie spatiale a sur d'autres technologies notamment lorsqu'il s'agit d'évaluer l'étendue, la sévérité des inondations et des sécheresses. L'information générée et l'approche est beaucoup plus holistique et les délais sont raccourcis et moins soumis aux interférences anthropiques.

Dans la phase suivante, nous mettrons l'accent sur l'utilisation des technologies spatiales à l'évaluation des ressources en eaux, l'évaluation de l'utilisation des sols, des sous-sols et le suivi du développement et de l'exploitation des ressources en eau. Nous accélérerons également la recherche quant à l'application des techniques de télédétection

et l'application des données satellitaires à l'alerte rapide et précoce en cas d'inondations, de sécheresse, et une prévision nous l'espérons très précise des précipitations et une évaluation des conséquences des catastrophes naturelles.

Monsieur le Président, pour optimiser l'application de la technologie spatiale à la recherche et à la gestion des ressources en eau, la Chine s'est engagée en faveur de la fiabilité et de la mise à disposition en temps réel des technologies spatiales et de l'intégration et la mise à jour de l'information géographique, l'information relative aux ressources hydriques, aux cultures, dans le but d'arriver à un système intégré pluridimensionnel qui prendrait en considération toutes les facettes climatiques qui pourraient adopter différents angles de lecture et être adaptés à d'autres plateformes.

Le Gouvernement chinois est prêt à renforcer sa coopération et ses échanges avec d'autres pays pour pousser, pour militer, pour appliquer la technologie spatiale à la gestion des ressources hydriques. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*]: Je remercie la représentante de la Chine. Je donne la parole au représentant de l'Allemagne, M. Marschall von Bieberstein.

**M. J. MASCHALL von BIEBERSTEIN** (Allemagne) [*interprétation de l'anglais*]: Merci. Monsieur le Président, la gestion de l'eau est une des questions les plus importantes que doit relever l'Asie centrale. Dans le cadre de la stratégie de l'Asie centrale de l'Union européenne, le processus de l'eau de Berlin a été lancé par le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne en avril 2008. Une contribution de l'Allemagne pour promouvoir la coopération en Asie centrale. C'est une initiative qui est offerte par le Gouvernement allemand aux pays d'Asie centrale pour leur permettre de mieux gérer leur eau et de faire de l'eau un sujet d'une coopération plus intense.

Au nom du Ministère des affaires étrangères de l'Allemagne, l'AGTZ a élaboré une base pour mettre en œuvre un programme dans chacun des cinq États d'Asie centrale et a développé une stratégie en collaboration avec les organisations partenaires locales. En parallèle de cette activité, le projet SAVA a été mis en œuvre par l'AGFC et la DLR qui vise à créer un réseau de recherches régionales dans le secteur de l'eau. Ce projet contribue à une base de données scientifiques fiable qui inclut des techniques novatrices en télédétection et au développement de la gestion de l'eau durable en Asie centrale.

La qualité de l'eau est également un des points essentiels de ce service GMES où l'Allemagne assure le rôle de chef de file en

Europe. La directive européenne sur le cadre de l'eau émanant de la Commission européenne oblige les États membres à faire rapport sur la qualité de l'eau souterraine et l'eau à la surface. Le rapport se fait de façon coordonnée à travers les frontières nationales, au cas où le bassin fluvial concerne plusieurs pays comme c'est souvent le cas.

Les principales sources de pollution sont détectées dans les zones agricoles. En fonction des charges, différents pesticides, engrais, différents modèles sont utilisés et on évalue les mesures. Les quantités plus précises et plus compatibles de superficies agricoles provenant de ce service pourraient améliorer la modélisation des données. Avant tout, une zone d'essai a été mise en place dans le bassin versant Mozelsar. La commission internationale pour la protection des bassins fluviaux exprime sa satisfaction devant les résultats obtenus dans le contexte de la Conférence GMES qui s'est tenue à Lille en septembre 2008. L'extension vers les autres rivières européennes est prévue. Cela va dans le droit fil de la Directive de la Commission européenne dans ce sens. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

**Mme R. RAMACHANDRAN** (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, ma délégation suit avec intérêt le débat sur ce point intitulé "Espace et eau". Étant donné que la quarante-septième session a permis de nous sensibiliser au potentiel des technologies spatiales dans le cadre de la gestion des ressources en eau. La conservation et la bonne utilisation des ressources en eau sont essentielles pour préserver la vie sur la planète.

Les satellites d'observation de la Terre peuvent capturer la variabilité, la vulnérabilité et le dynamisme des différents écosystèmes et fournir des apports opérationnels pour les organes de prise de décision permettant d'arriver à une gestion des ressources naturelles plus efficace. La force d'observation de la Terre et les systèmes d'information géographique dépend de ces différents liens et d'autres facteurs sous-jacents qui existent entre l'état des ressources naturelles et les possibilités de vie décente des populations.

En Inde, le système indien de satellites de télédétection a été utilisé pour démontrer les capacités des technologies spatiales dans le cadre de la gestion des ressources en eau par le biais de différentes études menées aux niveaux local et national, aussi bien pour la gestion de l'eau souterraine que de l'eau de surface.

La mission d'eau potable Rachid Gandhi est un des projets en cours permettant aux communautés d'identifier les possibilités des nappes phréatiques sur les différents sites. À ce jour, des cartes des nappes phréatiques ont été préparées pour plus de 50 % de la superficie géographique de notre pays donnant des informations non seulement aux communautés locales mais également aux décideurs. Par ailleurs, l'Inde a fait des progrès pour ce qui est de l'analyse des données émanant des satellites. L'évaluation constante des ressources naturelles se fait à deux niveaux, à l'échelle de 1 à 250 000 et 1 à 50 000, dans le cadre de ce projet national.

À part les différents projets de la gestion des bassins versants qui permettent de mieux mettre en place des programmes de développement des ressources en eau et des terres, l'Inde entreprend également une vaste évaluation de ses ressources en eau par le biais du projet India-Varis au nom du Ministère des ressources en eau. Des données satellitaires à haute résolution y compris les données CARTOSAT sont utilisées dans le cadre du programme d'irrigation accélérée AIBP pour évaluer l'infrastructure d'irrigation dans le pays. L'évaluation de la salinité et de l'engorgement des principaux projets d'irrigation sont également évalués pour mieux procéder à la gestion des ressources en eau. La cartographie des glaciers et de la neige y compris la fonte des neiges et les eaux de ruissellement donnent également des résultats encourageants.

Ces initiatives ont donné des avantages importants et ont permis de mieux utiliser les ressources naturelles de notre pays. Grâce à sa riche expérience en matière de gestion des ressources en eau, l'Inde peut partager son expérience avec les pays en développement notamment dans la région de l'Afrique.

En Inde, nous prévoyons d'adopter une approche à deux étapes pour répondre à nos besoins en eau. L'une est une approche à court terme. Il s'agirait donc d'accueillir l'eau de pluie et d'utiliser les eaux souterraines qui pourraient être utilisées dans les systèmes basés sur l'espace. L'autre concerne des projets à plus long terme qui pourraient être utilisés pour transférer de l'eau vers les régions excédentaires, vers les régions déficitaires en eau. À l'instar des autres pays en développement nous avons également des problèmes pendant notamment la saison des pluies, à cause de notre topographie variée. Le cyclone récent qui a frappé le Bangalore occidental a emporté beaucoup de vies humaines. Nous avons fait preuve de notre capacité à faire face à ces catastrophes en utilisant les capacités des satellites d'observation de la Terre. Nous avons également partagé nos connaissances avec les pays intéressés.

Les programmes d'applications spatiales de l'Inde permettront de réaliser toutes les initiatives nationales dans le cadre de la gestion des ressources en eau pour profiter à l'ensemble de l'humanité.

En conclusion, ma délégation voudrait réitérer que nous sommes prêts à partager nos connaissances dans ce domaine important des applications des technologies spatiales avec les pays qui en ont le plus besoin. Merci.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie la représentante de l'Inde. Sur ma liste, j'ai encore l'Arabie saoudite et l'Argentine au titre du point 11 de l'ordre du jour, et également la Bolivie me demande d'intervenir au titre du point 13. L'Argentine, vous avez la parole.

**M. F. MENICOCCI** (Argentine) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Étant donné que ma délégation intervient pour la première fois, je voudrais vous féliciter pour votre nouvelle élection à la Présidence de la présente session. Je voudrais vous féliciter pour la façon efficace dont vous dirigez nos travaux. Je voudrais également remercier la Directrice du Bureau des affaires spatiales pour la façon dont elle a préparé la présente réunion, et je la remercie de nous aider dans nos propres activités spatiales.

Le programme spatial national d'Argentine, le CONAE, vise à procéder à améliorer les différentes activités socio-économiques du pays grâce aux informations spatiales. Un des domaines les plus développés c'est le programme lié au climat, à l'hydrologie, à l'océanographie. L'autre comprend également des paramètres efficaces liés aux ressources en eau et l'utilisation de ces données en agriculture.

Tenant compte de l'importance de la gestion des ressources en eau et la contribution importante que peut apporter la communauté spatiale pour une meilleure gestion de ces ressources, nous avons deux événements qui permettront de regrouper différents experts en la matière. Au niveau régional, vu les problèmes graves que nous rencontrons pendant les périodes de sécheresse, la CONAE organise en octobre 2009, en collaboration avec le CRECTEALC et le programme UN-Spider et GEOSS, une école d'été sur les solutions spatiales liées à la gestion des catastrophes naturelles et les réponses aux catastrophes, notamment dans le domaine de la désertification. Cette conférence se tiendra dans la province de la Rioja.

De même, conscients de la nécessité de trouver une réponse mondiale au problème de l'eau, nous pensons que l'espace constituera un des outils pour nous permettre de trouver une solution. Nous avons le plaisir de vous annoncer qu'en collaboration avec le Bureau des affaires spatiales

et les ONG, le Prix international du Prince Abdulaziz pour l'eau organisera en avril 2010 dans notre pays, la deuxième Conférence internationale sur l'utilisation des technologies spatiales pour la gestion de l'eau. Nous voudrions remercier le Bureau des affaires spatiales et le Royaume d'Arabie saoudite de nous avoir donné cette possibilité d'accueillir ce congrès qui s'est tenu à Riyad en avril 2008.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie pour votre contribution. La première réunion de ce projet a eu lieu en Arabie saoudite et la deuxième conférence aura lieu chez vous en Argentine, ce qui montre l'importance de la coopération internationale.

Je vais tout de suite donner la parole à l'Arabie saoudite.

**M. M. TARABZOUNI** (Arabie saoudite) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, étant donné que l'eau est très importante pour la vie, le Gouvernement de l'Arabie saoudite, qui n'a pas de rivières et de lacs, attache une grande importance à l'eau pour fournir de l'eau à ses populations, et utilise le dessalement de l'eau de mer. Nous cherchons à mieux gérer nos ressources en eau.

En avril 2008, les Nations Unies, le Royaume d'Arabie saoudite représenté par la ville du Roi Abdulaziz pour la science et la technologie et le Prix international du Prince Sultan Abdulaziz de l'eau, a participé à l'organisation de la première Conférence internationale sur l'utilisation des technologies spatiales aux fins de la gestion des ressources en eau. Cette conférence internationale comprenait la présentation des technologies spatiales pour aborder les problèmes suivants. Les eaux souterraines et les nappes phréatiques, la désertification, la sécheresse et les tempêtes de sable. La participation a également envisagé le renforcement de la coopération entre les pays qui connaissent des problèmes similaires.

Suite au succès remarquable de la première conférence, le Prix international du Prince Abdulaziz pour l'eau consacrera 3 000 dollars pour organiser cette conférence internationale tous les deux ans avec le Bureau des affaires spatiales et le pays hôte pour que cette conférence puisse se dérouler dans différents pays du monde tous les deux ans. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie, M. le représentant de l'Arabie saoudite pour cette intervention. Je vais maintenant donner la parole au représentant de l'Indonésie sur la question Espace et changements climatiques.

**Mme E. S. ADININGSHI** (Indonésie) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, vu l'importance et l'impact croissant du changement climatique sur la sécurité et la vie de l'homme, ma délégation se félicite d'avoir inclus la question du changement climatique à l'ordre du jour de notre Comité.

Nous estimons que les questions liées aux changements climatiques sont très importantes. Vue la position géographique de l'Indonésie qui est un pays maritime ce qui nous rend très vulnérables à l'impact du changement climatique. En tant que suivi de la 13<sup>e</sup> conférence des parties du FCC qui s'est tenue en 2007 à Bali en Indonésie, le Gouvernement indonésien a commencé à mettre en œuvre le programme visant à réduire les émissions du déboisement et dégradation des forêts qui comprend l'utilisation des données par satellites pour évaluer le déboisement et la dégradation des terres.

Par ailleurs, le Ministère de l'environnement de la République d'Indonésie a également mis en place un programme depuis 2006 qui comprend l'utilisation des données par satellites pour évaluer la désertification en Indonésie. Actuellement, les technologies spatiales se développent rapidement et peuvent être utilisées pour mesurer et observer les différentes parties du phénomène du changement climatique. Vue l'unicité du système climatique en Indonésie, la disponibilité des données climatiques est essentielle. Nous pensons que l'accès aux données des informations spatiales pour le changement climatique et pour atténuer les conséquences des catastrophes est tout à fait essentiel.

Il est nécessaire que les satellites surveillent également les gaz à effet de serre et d'autres particules nuisibles. Nous appuyons le développement des technologies spatiales notamment dans le domaine du changement climatique. Il n'en reste pas moins que nous devons souligner la nécessité de renforcer les capacités et les compétences humaines afin d'améliorer les possibilités d'utiliser les données par satellites afin d'atteindre l'objectif de réduction du changement climatique qui nous préoccupe tous. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci à la déléguée de l'Indonésie pour cette intervention.

#### **Questions diverses** (point 15 de l'ordre du jour)

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je voudrais maintenant intervenir au titre du point 15. Mais il y a un certain nombre de communications à faire qui sont très importantes. Premièrement, pour ce qui est de la composition du

Bureau et des organes subsidiaires pour 2010 et 2011. Je voudrais vous rappeler qu'au paragraphe 53 de sa résolution 63/90, l'Assemblée générale a adopté l'accord dégagé par le Comité concernant la composition future du bureau et de ses organes subsidiaires sur la base des méthodes de travail du Comité et de ses organes subsidiaires. Sur la base de ces mesures, le groupe d'États d'Asie, le groupe d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Europe occidentale, et d'autres, ont présenté leurs candidats pour les postes de président, premier vice-président, deuxième vice-président rapporteur, président du Sous-Comité scientifique et technique et président du Sous-Comité juridique pour la période 2010-2011.

Dès lors, j'ai le grand plaisir de vous annoncer que les candidats proposés pour le bureau du Comité et de ses organes subsidiaires pour la période 2010-2011 sont les suivants : Président du Comité, M. Dumitru Prunariu de la Roumanie ; Mme Nomfuneko Majaja de l'Afrique du sud pour le poste de Premier Vice-Président ; M. Raimundo Gonzalez Aninat du Chili, Deuxième Vice-Président et rapporteur ; Ulrich Huth de l'Allemagne, Président du Sous-Comité scientifique et technique ; Ahmad Talebzadeh de la République islamique d'Iran, Président du Sous-Comité juridique. Les curriculum vitae de ces candidats figurent dans le CRP.17. Le curriculum vitae des autres candidats est contenu dans les CRP.9 et 10 de la session 2008. Pour faciliter leur consultation, ces documents vont être redistribués.

En tant que Président actuel, je voudrais dire que je suis ravi de voir que les groupes régionaux ont pu se mettre d'accord sur la composition des différents bureaux.

Ensuite, nous passons aux activités et rôle futurs du Comité. Au paragraphe 52 de sa résolution 63/90, l'Assemblée générale a décidé que le Comité devrait continuer à examiner à sa cinquante-deuxième session au titre des questions diverses, le rôle et les activités futurs du Comité. L'opinion du Comité exprimée à la dernière session a été consignée dans son rapport.

Je voudrais également attirer votre attention sur une demande émanant de la Space Corporation Organization, APSCO, et de l'Association internationale pour promouvoir la sécurité dans l'espace, IAASS, qui souhaitent obtenir le statut d'observateurs permanents auprès du COPUOS. Les documents pertinents vous ont été distribués dans les CRP.11 et 9.

Je voudrais également vous rappeler qu'en 2008, le Comité avait décidé d'examiner dans un avenir proche les règles et les procédures concernant l'octroi du statut d'observateur

permanent ainsi que la durée de ce statut. Un certain nombre d'organisations non gouvernementales ont bénéficié du statut d'observateur permanent auprès du Comité. Ces organisations devront informer le Comité des progrès réalisés pour obtenir le statut consultatif auprès de l'ECOSOC. Dans le CRP.11 préparé par le secrétariat que je remercie, le CRP.11 contient des informations qui pourraient vous intéresser dans ce sens.

**L'utilisation des techniques spatiales au sein du système des Nations Unies** (point 13 de l'ordre du jour) (*suite*)

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vais maintenant donner la parole à l'Ambassadeur de la Bolivie qui souhaite intervenir au titre du point 13.

**M. H. BAZOBERRY** (Bolivie) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Je vous prie de m'excuser parce que je sais qu'on a conclu l'examen de cette question. Je me permets d'y revenir au nom de la Bolivie. Je tenais à revenir sur un point important pour que l'on puisse y réfléchir peut-être à l'avenir dans le cadre du système des Nations Unies, notamment ceux qui sont liés à l'utilisation directe ou indirecte des retombées bénéfiques que réalise le Comité.

Je tiens à revenir très brièvement sur l'initiative qu'en tant que Président du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique vous avez soumise à l'examen de cette salle d'experts en matière de questions spatiales et qui figure dans le document A/AC.105/2009/CRP.12 qui porte le titre suivant : "Vers une politique spatiale des Nations Unies".

Monsieur le Président, plusieurs délégations sont revenues sur les réalisations dans le domaine spatial, parmi lesquelles on pourrait citer le dixième anniversaire d'UNISPACE III au cours de laquelle il avait été dit que l'espace électromagnétique en tant que ressource naturelle unique fait partie du patrimoine mondial de l'humanité. Cela devrait nous permettre de redéfinir ou de définir plus clairement, ou de redéfinir ou d'avoir une vision intégrée sur l'utilisation de l'espace. En plus de tout ce que nous faisons quant à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, nous avons été les témoins des progrès scientifiques et technologiques, une progression qui est si rapide qu'on a parfois oublié de réfléchir à tout cela. Ainsi, la pauvreté est devenue un outil de prolifération qui peut annihiler le rythme du progrès qui est justement nécessaire pour atteindre un développement durable. La fracture technologique n'a pas été non plus surmontée et continue d'être un défi pour les pays en développement.

Cela me pousse, Monsieur le Président, à souligner le caractère opportun de votre proposition. Cette proposition a été faite comme dans le cadre d'un document de réflexion qui comprend toute une série de principes qui doivent être remis dans leur contexte, je crois, dans le but d'utiliser les techniques spatiales au sein du système des Nations Unies.

C'est la raison pour laquelle je saisis cette occasion pour appuyer cette proposition et j'espère que lors de réunions ultérieures, nous pourrions approfondir la réflexion qui a été présentée dans ce document qui porte le titre, je le répète, "Vers une politique spatiale des Nations Unies". Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie, M. le représentant de la Bolivie, pour votre appui à l'initiative de la Présidence. Le Mexique.

**M. S. CAMACHO** (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Je n'étais pas censé prendre la parole sur ce point de l'ordre du jour, mais puisque vous êtes revenu à ce point de l'ordre du jour et puisque la Bolivie a pris la parole, je saisis cette occasion pour vous dire que nous pensons que, effectivement, dans le document qui nous a été présenté par vous-même, nous avons trouvé toute une série de points très intéressants et ce document nous l'aborderons au cours de l'atelier auquel j'ai fait référence sur le travail du Centre régional en matière de formation à la technologie et à la science spatiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Je suis sûr que nous aurons quelque chose à dire là-dessus lors de cet atelier. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Merci à Sergio Camacho. Merci à la délégation du Mexique pour son intervention. S'il n'y a pas d'autre demande de parole, je vous propose de passer directement aux exposés techniques. Mais je vais peut-être demander à mon Premier Vice-Président d'avoir la gentillesse d'assurer la direction des travaux au cours de ces exposés techniques. Sans plus tarder, je vais donner la parole à Mme Gemma Manoni qui va nous présenter "Le potentiel de Cosmo-Skymed pour la surveillance et la gestion du milieu naturel". Madame, vous avez la parole. Pardon, le Brésil a demandé la parole. Allez-y.

**M. J. M. FILHO** (Brésil) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président, je tiens à vous rappeler à l'ordre. Vous savez que vous avez demandé ce matin à ce que l'on lance les consultations, il faudrait peut-être les rappeler, rappeler les délégations à l'ordre.

**Le PRESIDENT** [*interprétation de l'espagnol*] : Oui, effectivement. Les consultations officieuses auront lieu en salle 727, C0727. Je répète C0727, consultations qui s'ouvrent à partir de maintenant et qui seront menées à bien sous la direction du Brésil.

Sans plus tarder, je donne la parole à Mme Manoni.

**Mme G. MANONI** (Italie) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Comme vous l'avez dit, je vais vous présenter le programme Cosmo-Skymed qui est le principal investissement italien dans les systèmes spatiaux d'observation de la Terre. Il s'agit d'un programme national conçu par l'Agence spatiale italienne et financé par le Ministère de la recherche et le Ministère de la défense. C'est un système à double usage et il est géré aussi bien par l'Asie que par le Ministère de la défense. L'industrie nationale italienne participe également à ce programme.

Le programme Cosmo-Skymed est une constellation de quatre satellites équipés. Le premier satellite a été lancé en juin 2007 et le deuxième satellite a été lancé en décembre 2007. Le troisième a été lancé en octobre l'année dernière. Nous avons donc une constellation presque entièrement en place. Les deux premiers satellites sont mis sur le même lanceur orbital à 180° de distance sur la même orbite. L'orbite est une orbite circulaire et polaire. Le deuxième satellite a été mis sur le même plan orbital, mais à 65,5° parce que cela nous permet d'avoir une configuration du type tandem et d'avoir différentes applications telles que l'interférométrie. Les deux premiers satellites sont déjà opérationnels et le troisième est actuellement dans la phase de mise sur orbite. Le quatrième satellite sera sans doute lancé au premier trimestre 2010. Cela permettra de terminer toute la constellation qui aura quatre satellites qui seront prêts en 2010 jusqu'à 2012. La constellation pourra être utilisée jusqu'à 2010. Nous préparons la nouvelle génération de Cosmo-Skymed qui commencera à partir de 2013.

Quelques mots sur le segment spatial. Il est équipé de quatre satellites. La constellation SAR. Le SAR est un ensemble de radars qui a la capacité de prendre des images de la Terre, aussi bien le jour que la nuit et dans n'importe quelles conditions climatiques. L'orbite près de 620 kms, je ne sais pas si c'est vraiment une information intéressante, je n'ai peut-être pas besoin de vous parler des capteurs, des caractéristiques orbitales, etc. Si vous avez besoin d'informations supplémentaires, vous pourrez toujours me poser la question après mon exposé.

Chaque satellite a une capacité d'acquisition multimodale qui peut changer le balayage sur la Terre et la résolution. La résolution peut aller de un mètre à 50 mètres ou même plus, tout dépend des informations que vous voulez obtenir.

Je vais vous parler maintenant du segment terrestre du système. Nous avons trois stations actuellement, une en Italie, une à Kiruna, et l'autre, c'est très important, est à Cordoba en Argentine. Cela fait partie de l'accord de coopération entre l'Italie et l'Argentine.

Quelques informations sur les performances temporelles. Vous avez le temps moyen de visite. C'est le temps entre une acquisition et l'acquisition suivante du même objet. Vous voyez toute la constellation de la bande équatoriale. Nous avons les pires conditions, autrement nous avons environ 6 heures alors qu'au pôle les temps diminuent. Donc il faut avoir une période d'une heure par exemple. Ça c'est des résultats beaucoup plus satisfaisants puisque nous pouvons utiliser pleinement le temps, la luminosité de la constellation.

Voilà la situation actuelle puisque seule la moitié de la constellation pour l'instant est opérationnelle. Comme je vous l'ai indiqué, alors que le troisième satellite est sur le point d'être lancé et le quatrième va être lancé l'année prochaine.

Un autre point important c'est le temps de réaction. Le temps de réaction c'est le temps qui s'écoule entre la demande émanant de l'utilisateur jusqu'à ce que le produit soit prêt. Nous avons différents modes opératoires du système qui vont du mode habituel aux situations d'urgence, et en moyenne nous pouvons avoir un temps de réaction de quatre heures. Bien sûr, cette valeur n'est pas très précise. Il y a des variations en fonction de l'emplacement de l'image. Ici les capacités d'imagerie, chaque satellite peut acquérir 450 images par jour. Dans toute la constellation peut capter un grand nombre, quatre fois plus. Nous n'avons que deux satellites ce qui limite nos capacités pour l'instant.

Ces données peuvent être utilisées aussi bien à des fins institutionnelles qu'à des fins commerciales. ASI appuie l'exploitation institutionnelle et scientifique des données alors que GEOSS qui est une coentreprise dont le principal actionnaire est l'Agence spatiale italienne s'occupe de l'utilisation et l'exploitation commerciale des données. L'accès à l'utilisation au système Cosmo-Skymed dépend d'un accord spécifique. Quelqu'un qui veut utiliser ce système Cosmo-Skymed doit obtenir une licence soumise à certaines conditions. Comment on accède à ce système ? Un usager peut se connecter et peut demander une zone

géographique donnée. Le produit peut être ciblé en fonction des demandes et tout cela peut se faire sur le site [www.cosmo-skymed.it](http://www.cosmo-skymed.it).

Je vais vous parler maintenant de la coopération actuelle. Bien sûr, nous sommes ouverts à toutes autres propositions de coopération. Actuellement, nous avons deux types de coopération. Tout d'abord, une coopération entre l'Italie et la France, ORFEO, qui est lié avec la constellation PLEIADES. Nous avons également dans le cadre de la coopération entre l'Italie et l'Argentine, il s'agit de la coopération SIASGE qui est un système coordonné avec la constellation SAR en bande L de l'Argentine. Il y a deux constellations SAR mais avec des bandes différentes. Ici, nous avons les bandes L et notre système utilise d'autres bandes que celles-ci. C'est très important parce qu'en utilisant différentes bandes on peut avoir accès à différents types de produits.

Bien sûr, les possibilités d'applications sont énormes. Je ne veux pas insister sur les caractéristiques techniques de Cosmo-Skymed. La deuxième partie de ma présentation sera plus pratique, des applications concrètes. Les applications sont très nombreuses. Ici vous avez un résumé, mais on peut avoir d'autres informations que vous pouvez demander et obtenir. Vous avez l'évaluation des océans et des glaciers, l'évaluation des risques, les tremblements de terre, les volcans, les risques sismiques, les inondations, etc. Vous avez également la surveillance de la gestion des zones côtières et des zones intérieures, la surveillance de la gestion des ressources agricoles et forestières, la cartographie technique, la planification urbaine, les applications scientifiques et la sécurité, bien sûr.

Dans la deuxième partie, je vais vous présenter certains exemples d'applications de Cosmo-Skymed. L'évaluation des risques et des situations d'urgence. L'année dernière il y a eu un certain nombre de catastrophes naturelles, par exemple le Myanmar, en Chine. Nous avons utilisé le Cosmo-Skymed pour cette situation d'urgence. Le temps de réponse est de un jour et demi. Pour le tremblement de terre au Sichuan. Là le temps de réaction de notre système a été d'un peu plus d'une journée. À Haïti, la réaction a été d'un jour et demi. Je vous ai montré le temps de réaction, en cas de situation d'urgence, de crise, et en routine. Ceci répond aux réactions du système, même si à l'heure actuelle nous ne disposons que de deux satellites.

Dans la région du Sichuan frappée par le tremblement de terre, on nous a demandé de couvrir une superficie de 320 000 km<sup>2</sup> en très peu de temps, en une période de dix jours à peu près. Une image des inondations au Myanmar. Vous voyez le fleuve

et toutes les zones inondées. Différentes cartographies des zones touchées en fonction des jours, le 29 mai, le 3 juin, le 7 juin, le 11 juin. Nous avons pu couvrir presque l'ensemble de la superficie demandée en huit jours. Vous avez le barrage de GuanXian. Ici on peut voir les images composées et en combinant les données de deux satellites, on peut faire la différence entre un déplacement horizontal et vertical. En utilisant les deux satellites, on peut séparer les composantes du mouvement, le mouvement horizontal et vertical.

Voilà pour ce qui est des composantes verticales. Voilà le déplacement pour le zéro centimètre et la composante verticale se situe entre 0 et 1,9 cm. L'autre composante.

Vous savez sans doute que récemment, il y a quelques mois en Italie il y a eu un tremblement de terre important. Le tremblement de terre a eu lieu le 6 avril. L'alerte d'urgence a eu lieu à 7h30 du matin ce qui a démarré les activités opérationnelles. Les activités sont passées de la routine aux situations d'urgence une demi-heure plus tard et à 5 h 29 de l'après-midi, nous avons pu obtenir les premières images. À 8 heures du soir, le produit existait déjà. Les données ont été traitées et le produit était disponible. Le temps de réaction cette fois-ci a été de deux heures et demie. L'image interférométrique d'un des villages, un village qui a été entièrement détruit par le tremblement de terre. Vous voyez les différentes couleurs qui vous donnent des informations sur la cohérence, l'amplitude et le module de différence d'amplitude. En bleu, qui est la zone la plus importante, concerne la différence d'amplitude. Autrement dit, il y a une différence qui existe avant l'événement et après.

Je vous montre rapidement les autres images. J'ai beaucoup d'images à vous montrer. On voit l'image optique et l'image par radar. Ici c'est l'interférogramme de l'ensemble de la région du tremblement de terre. Vous avez le village de Fossa. Voilà les franges d'interférométrie, lorsque ces franges deviennent plus foncées, c'est-à-dire qu'il y a un déplacement de terrain plus important. Ça c'est la région de la faille. Il y a eu un déplacement de terrain et on voit très clairement la faille qui s'est formée, qui apparaît très clairement sur l'image de radar. Vous voyez l'image qui permet de voir très clairement la formation de la faille.

J'accélère un petit peu. Actuellement, nous ne disposons que de trois satellites de cette constellation et la disponibilité de ces trois satellites permet une couverture temporelle élevée comme le montrent les résultats. Ensuite, la surveillance des glaciers, la cartographie, etc. Vous avez la Tierra del Fuego en Amérique du sud, la calotte glaciaire dans l'Antarctique, les plaques glaciaires

connectées à l'île Charcot. Voilà la zone de désintégration et ici l'image par radar. Vous voyez également ici la désintégration. Vous avez la péninsule antarctique avec cette passerelle, ce pont de glace et on voit clairement ici le mouvement des glaciers.

Nous avons d'autres produits intéressants que je voudrais vous montrer rapidement pour vous donner une idée des potentialités du Cosmo-Skymed. Je voudrais revenir au début de ma présentation. Nous avons également des applications industrielles, urbaines.

*M. Suvit Vibulsresth (Thaïlande)  
prend la présidence.*

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'anglais*]: Nous avons encore d'autres présentations à entendre, donc de toute façon nous l'incluons sur le site internet du Bureau des affaires spatiales.

**Mme G. MANONI** (Italie) [*interprétation de l'anglais*]: Si vous souhaitez visionner cette présentation, vous pouvez le faire sur le site du Bureau des affaires spatiales. Merci de m'avoir donné la possibilité de faire cette présentation.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'anglais*]: La deuxième présentation sera faite par Mme Yana Gevorgyan des États-Unis qui nous parlera des activités du programme COSPAS-SARSAT.

**Mme Y. GEVORGYAN** (États-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*]: Merci, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous. Cette semaine, beaucoup de délégations ont mentionné le système international de satellites pour les recherches et le sauvetage, le COSPAS-SARSAT, ce qui souligne tout ce que l'on a dit sur l'utilisation des technologies spatiales et de les mettre au service de l'opinion publique.

En ce qui me concerne, je vais revenir sur les activités du programme COSPAS-SARSAT et les bénéfiques qui pourraient en découler.

Je vais commencer par une perspective historique. Celui-ci a été développé de concert avec les États-Unis, le Canada et la France. Le COSPAS-SARSAT pour ce qui est des États-Unis a été élaboré aux États-Unis. Un système assez similaire avait été développé par l'Union soviétique. En 1979, tous ces pays ont conjugué leurs talents pour mettre en place ce système. Le premier satellite a été lancé en 1984 et en 1989, le système était déjà opérationnel. Celui-ci est composé d'un réseau de satellites de recherche et de sauvetage de centres de contrôle.

Lorsqu'il y a activation d'une balise sur Terre, il y a envoi de ce signal vers le satellite qui est ensuite renvoyé vers le Centre. Le Centre calcule la position de la localisation. C'est au Centre de contrôle de mission de transmettre cette information au Centre de coordination de recherches et de sauvetage et selon la balise de détresse, selon sa localisation, si cette balise se trouve dans un autre pays, dans ce cas-là ce message est transmis au Centre de contrôle de mission de ce pays.

Il y a pour l'instant 25 fournisseurs du segment terrestre, quatre pays fondateurs, le Canada, la France, la Russie et les États-Unis, neuf États utilisateurs et deux organisations. Pour répéter quels sont les éléments du système COSPAS-SARSAT, il y a les utilisateurs, il y a les balises, le segment spatial et le segment terrestre. Il y a deux types de balises. Il y a les balises 121.5/243 MHz et 406 MHz qui peuvent être GNSS ou non GNSS. Il y a une réduction progressive pour une élimination progressive du type de balises 121.5/243 MHz. Il y a trois applications. Il y a tout d'abord les balises radio qui indiquent la position. Il y a ensuite les émetteurs de localisation d'urgence, et ensuite, bien sûr, il y a les balises de localisation.

Pour ce qui est des balises 406 MHz, elles émettent un signal analogue comme numérique. Le signal analogue permet ainsi aux avions de détecter la position exacte de la balise. Cette information peut ensuite être comparée à la liste des bases de données, une base de données qui se trouve en Australie, et cette identification de la balise permet d'obtenir des informations sur qui est en situation difficile, qui est dans une situation d'urgence et où se trouve cette balise. Cela permet ainsi d'adapter la réponse des services de secours à la situation d'urgence. Les balises 406 MHz ont une précision très importante selon le type de balise.

Le 1<sup>er</sup> février 2009, le système satellite COSPAS-SARSAT a arrêté d'utiliser les balises 121.5 MHz. Pourquoi est-ce qu'on a pris cette décision? Tout simplement pour essayer de réduire le taux chronique très élevé de fausses alarmes. Aux États-Unis, des fours micro-ondes ont été détectés comme émettant ce genre de signal.

Dans les bases de données nationales qui sont utilisées justement pour comparer l'information qui est reçue avec l'information à disposition, on trouve tous types d'informations, du propriétaire du navire s'il s'agit d'un bateau, son numéro de téléphone, etc. etc. Pour que le message soit transmis au Centre de contrôle de la mission, il est fondamental de faire enregistrer ces balises, soit s'adresser à l'autorité compétente au niveau de son État, soit de s'adresser tout simplement à COSPAS-

SARSAT étant donné que nous disposons d'une base de données internationales.

Pour ce qui est du segment spatial maintenant. Nous disposons de deux types de satellites qui sont utilisés, les satellites LEOSAR et les satellites GEOSAR. Le système LEOSAR a l'avantage de couvrir l'ensemble de la planète. Cependant, la couverture n'est pas continue et il est possible que les utilisateurs aient à attendre que le satellite couvre la zone où se trouve la balise. Les satellites GNSS du système mondial de navigation par satellite ont une couverture continue de la planète. Cependant, la latitude est limitée et il n'y a pas non plus de possibilité de localiser. Pour tirer pleinement profit du système, la balise doit être équipée de systèmes de transmission GLONAS, par exemple, le système mondial de satellites de navigation, GNSS, le système mondial de navigation par satellites, ou GALILEO.

Aujourd'hui, vous l'aurez compris, nous combinons les deux systèmes. Nous combinons le système LEO et le système GEO, donc les satellites GEOSAR et les satellites LEOSAR. Nous disposons actuellement de cinq satellites LEOSAR et cinq satellites GEOSAR.

Pour ce qui est maintenant du segment terrestre, il y a les terminaux utilisateurs et les centres de contrôle des missions. Au niveau terrestre, nous disposons actuellement de 29 centres de contrôle des missions, 45 terminaux locaux pour utilisateurs LEOLUTS pour ce qui est du système LEOSAR et 19 GEOLUTS pour ce qui est du système GEOSAR.

Comment est-ce que ce système va évoluer ? Il y a un plan stratégique qui a été élaboré, j'y reviendrai un petit peu plus tard. L'objectif était d'inclure dans ce système les satellites à orbite terrestre moyenne et la constellation de satellites de ce type. Nous espérons que cela pourra être réalisé d'ici 2013-2015. Ceci supposera l'installation de stations de traitement de par le monde pour que celles-ci puissent recevoir le signal émis par les satellites LEOSAR.

Ça c'était une animation mais on ne voit rien à l'écran malheureusement. Pour vous donner une idée de l'ampleur de la zone de couverture des satellites LEOSAR. Ceux-ci tournent autour de la terre en orbite polaire. Ils se déplacent rapidement. Là on ne voit rien, ça aurait été beaucoup plus intéressant de voir l'animation, cela vous aurait donné une idée de la zone de couverture de ces satellites. Est-ce que vous voulez que je continue ? Voilà l'animation telle que promise. Vous pouvez voir comment les satellites se déplacent. La couverture est globale comme je vous l'ai dit mais la couverture n'est pas continue.

Si on ajoute un MEOSAR, vous voyez que la différence est assez conséquente, étant donné qu'il y a une grande partie de la planète couverte de manière continue. À l'heure actuelle, dans le cadre de l'évolution vers le système MEOSAR, de l'ajout au système MEOSAR, les membres du système COSPAS-SARSAT, vous avez d'ailleurs une image à l'écran des trois antennes de suivi qui sont au Canada.

Je vais parler du plan stratégique. COSPAS-SARSAT a lancé en 2006 un plan stratégique d'évolution. Cinq objectifs stratégiques ont été arrêtés. Je ne vais pas vous en donner lecture, ils sont mentionnés à l'écran. Quelles sont les mesures qui ont été prises pour atteindre ces objectifs ? Je tiens à mettre en exergue tout d'abord tout ce qui concerne les activités de formation. Ainsi, par le biais du Bureau des affaires spatiales des Nations Unies, sept ateliers ont été organisés, des ateliers de formation. Vous voyez le calendrier. Le plus récent d'entre eux qui a eu lieu au mois de janvier, du 19 au 23 janvier 2009, à Miami Beach en Floride aux États-Unis, qui a été organisé en collaboration entre les États-Unis et le Bureau des affaires spatiales des Nations Unies. 22 pays ont participé à cette formation. L'objectif était de sensibiliser à l'existence de ce système et de mettre en place une interface avec les utilisateurs finaux pour que ceux-ci comprennent mieux le fonctionnement du système et puissent l'utiliser.

Pour respecter la Convention de l'Organisation maritime internationale sur la sûreté des personnes en mer, COSPAS-SARSAT a mis en place un système, le système de système d'alerte relative à la sécurité des navires. Il est un peu différent du système COSPAS-SARSAT. Ce système est quelque peu différent étant donné qu'il mentionne lorsque le message de détresse est envoyé par la balise, le pays d'origine du bateau, et ensuite cette information est envoyée à l'État d'origine du navire.

Et enfin, pour quelques conclusions, en 2007, il y a eu 2 386 vies qui ont été sauvées, et de septembre 1982 à décembre 2007, 24 798 personnes ont été sauvées, la vie de toutes ces personnes a été sauvée. Une petite animation qui illustre les activités de recherches et sauvetage. Je pense que tout le monde a été réveillé. Merci de votre attention, Mesdames et Messieurs. Si vous avez des questions, je serai prête à y répondre à la fin. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Madame, pour cet exposé. Y a-t-il des questions, des observations ? Non.

Troisième exposé qui sera le dernier exposé de la journée. Il s'agit de M. Küçük de la Turquie

qui va nous présenter l'utilisation de l'espace à des fins scientifiques en Turquie. M. Küçük vous avez la parole.

**M. I. KÜÇÜK** (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Cette présentation porte sur l'utilisation de l'astronomie et des sciences spatiales de l'Université (??). Je vais d'abord vous parler des acteurs de ce système turc de technologies des sciences nationales. Le conseil suprême des sciences et technologies, le TUBITAK qui est le conseil de recherche scientifique de la Turquie avec ses deux départements chargés de l'espace. L'observatoire technique et l'autre l'organisation de la planification, l'Académie des sciences, le Conseil d'éducation supérieure, les universités qui travaillent dans le domaine de l'astronomie et des sciences spatiales, le Ministère de l'éducation, la Commission de l'énergie atomique, l'organisation des petites et moyennes entreprises et le Ministère du commerce et du développement. Ces différentes entreprises ont également des capacités dans le domaine des systèmes par satellites.

Ce Conseil de recherches scientifiques et techniques en Turquie, le TUBITAK, est devenu membre de l'EURISI en mars 2007. Le premier résultat de cette collaboration a été une conférence organisée par TUBITAK, l'ESA et l'EURISI. La conférence portait sur les mécanismes de coopération dans le domaine des activités spatiales entre les acteurs et européens, conférence qui s'est tenue en octobre 2007 à Istanbul. Cette conférence a regroupé les responsables turcs et européens émanant d'universités, d'industries, et ont permis de discuter et d'évaluer les possibilités de coopération éventuelle.

Je vais vous parler de deux organisations participant à ce projet, l'Observatoire national TUBITAK qui se situe à Antalya. Créé en 1997 en tant que centre de recherches du Conseil turc de recherches scientifiques et techniques. Les universités ayant un programme spatial travaillent avec l'Observatoire national pour étudier les étoiles, les galaxies, etc. Nous avons un télescope de 1,5 mètre. Nous avons différents domaines de recherches, les technologies spatiales, l'électronique, etc. Différentes universités participent à ce programme, notamment celles qui ont un département d'astronomie et d'astrophysique.

Nous avons également le département de physique de l'Université Chakan Alley qui a également un observatoire et qui travaille dans différents domaines tels que la spectroscopie, la structure intérieure des étoiles neutron, etc. Cette université technique s'occupe de différents domaines de recherches. Vous avez l'Observatoire

de l'Université Kandili qui s'occupe de physique solaire, l'Université de Sabanchi a des projets notamment dans le domaine des pulseurs, des rayons-X, la structure interne des étoiles, les éjections polarisations des rayons Gamma, etc. Ils collaborent avec l'Observatoire national et d'autres instruments, notamment l'Observatoire à rayons-X Chandra. L'Université d'Izmir et le Département des sciences spatiales disposent de ce type d'instruments et d'études dans les domaines notamment la révolution des étoiles, les activités stellaires, l'évolution stellaire, la cosmologie. L'Université d'Ankara travaille également dans ce domaine, notamment pour la spectroscopie et l'instrumentalisation.

En Turquie, nous essayons de travailler sur l'ensemble du spectre, mais il n'y a pas eu beaucoup d'études menées dans le domaine de la radioastronomie. C'est pourquoi nous avons décidé de créer un nouveau télescope pour les études de radioastronomie. Ce radiotélescope a une portée de 13 mètres avec radom et travaille dans les domaines de la radioastronomie, l'évolution stellaire, l'éclipse des étoiles binaires, et a une antenne en acier de 13 mètres. Dans quatre mois, cette antenne pourra recevoir des données. Nous sommes encore sur le point de calibrer cette antenne. Nous utilisons cette antenne, notamment dans le domaine de la radio astronomie.

La Turquie a également commencé à créer un observatoire de radioastronomie. Nous avons commencé les études pour sélectionner et choisir le site. Ce projet est financé par l'État et ce travail se poursuit.

Notre vision à l'horizon 2023. Nous voulons créer une agence spatiale turque pour diriger toutes les activités liées à l'espace d'un seul centre. Créer un centre d'essais de satellites permettant de participer aux projets spatiaux, et créer également un observatoire de radioastronomie avec une antenne de 30 à 40 mètres. Je vous remercie.

**Le PRÉSIDENT** [*interprétation de l'anglais*] : Merci beaucoup, M. Küçük pour cette présentation. Avez-vous des questions ? Cela ne semble pas être le cas.

Mesdames et Messieurs, je vais bientôt lever la séance. Mais avant de lever la séance, je voudrais vous présenter notre programme de demain. Nous allons nous retrouver à 10 heures précises, et là nous allons poursuivre l'examen du point 14 de l'ordre du jour, "Coopération internationale en vue de promouvoir l'utilisation de données géospaciales de source spatiale pour le développement durable". Nous allons poursuivre et terminer sans doute le point 10 de l'ordre du jour, "Espace et société", et

le point 11, "Espace et eau". Nous allons passer au point 15, "Questions diverses".

Nous entendrons trois présentations techniques demain matin du Japon, "Introduction des outils pour l'éducation spatiale". Deuxième par un représentant de la Turquie sur "La science des matériaux avancés dans l'espace avec les retombées favorables sur la Terre". Et une présentation vidéo du Prix international de l'eau du Prince Sultan Bin Abdulaziz.

Après la plénière de demain matin, les délégations sont invitées à une table-ronde organisée par l'Italie sur "L'astrophysique et la cosmologie, 400 ans après Galilée". Un buffet sera proposé à l'entrée de la salle de conférence 3, immédiatement après la plénière. La table-ronde

commencera à 15 h 30 avec une allocution liminaire de M. Costa, Directeur général de l'ONUDC. Des invitations vous ont déjà été distribuées. Il s'agit des invitations qui vous ont été distribuées vendredi dernier.

Avez-vous des commentaires sur le programme de demain ? Cela ne semble pas être le cas. Je vous invite maintenant à une réception qui est organisée par les États-Unis d'Amérique et la Space Foundation au restaurant du Centre international de Vienne à 18 heures.

La séance est levée. Nous allons nous retrouver demain matin à 10 heures.

*La séance est levée à 17 h 55.*